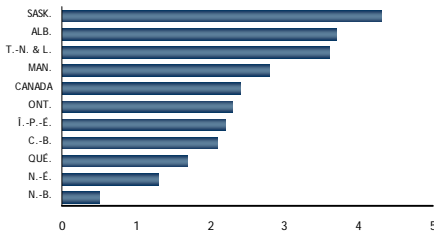


## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Septembre 2011

**Croissance du PIB réel en 2011**

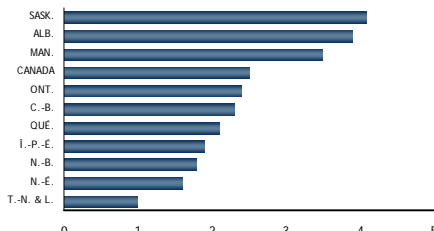
% de variation



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Croissance du PIB réel en 2012**

% de variation



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Les économies provinciales ont ralenti, mais vont s'en sortir**

Notre surveillance des économies provinciales a permis de détecter un ralentissement de l'activité dans l'ensemble des régions du pays au cours des derniers mois. Une suite d'événements négatifs survenus depuis mars, notamment le tremblement de terre et le tsunami au Japon, les inondations au Manitoba et les incendies de forêt en Alberta, ont occasionné d'importantes perturbations des principaux secteurs d'activité au sein des provinces. Combinez aux divers facteurs négatifs une hausse des prix de l'essence et une croissance plus lente que prévu de l'économie américaine, et tous les éléments étaient rassemblés pour provoquer un ralentissement prononcé au deuxième trimestre. Les comptes nationaux publiés récemment confirment le résultat décevant suivant à l'échelle du pays : globalement, au deuxième trimestre, l'économie canadienne s'est contractée pour la première fois depuis la fin de la récession au milieu de 2009.

**Un repli de courte durée**

Dans le présent numéro de *Perspectives provinciales*, nous faisons le point sur les résultats inférieurs aux prévisions obtenus à ce jour, mais maintenons notre affirmation selon laquelle le recul du deuxième trimestre n'est, en grande partie, que passager et la croissance devrait reprendre au cours du second semestre de cette année pour se poursuivre en 2012. Dès septembre, la plupart des événements qui ont freiné la croissance au printemps et à l'été étaient déjà soit passés, soit bien en voie de l'être. La récupération des pertes de production dans des secteurs comme la fabrication de véhicules automobiles et l'extraction de pétrole et de gaz devrait à elle seule donner un bon coup de fouet à la croissance au troisième trimestre. Bref, nous prévoyons que le repli observé dans la plupart des provinces sera de courte durée.

**Révisions à la baisse de la croissance pour la plupart des provinces**

Malgré tout, les dommages aux activités subis jusqu'à maintenant auront une incidence défavorable sur la croissance annuelle. Nous avons donc révisé à la baisse nos prévisions à l'égard du PIB réel pour toutes les provinces, sauf pour celui de la Saskatchewan (qui sera soutenu par les conditions des récoltes meilleures que prévu) pour l'année en cours et pour celui de la plupart des provinces (à l'exception du Manitoba et de l'Alberta) pour l'année prochaine.

**Les Provinces des Prairies et Terre-Neuve-et-Labrador mèneront le bal**

Malgré une baisse généralisée de la croissance, nous anticipons peu de changement du rendement relatif des économies provinciales comparativement à nos prévisions de juin. Les Prairies demeurent en tête des perspectives de croissance pour cette année et l'année prochaine, puisqu'elles continuent à profiter des fortes dépenses en immobilisations et d'une demande solide pour les marchandises qu'elles produisent. Terre-Neuve-et-Labrador est aussi en bonne position cette année, essentiellement pour les mêmes raisons.

**La région centrale du Canada dépendra de la santé de l'économie américaine**

Nous prévoyons que la croissance de la région centrale du Canada et celle de la Colombie-Britannique seront égales à la moyenne nationale ou légèrement inférieures. Le rendement de l'Ontario et du Québec dépend, en grande partie, des conditions au sud de la frontière, où nous nous attendons à constater des améliorations de plus en plus visibles à compter de maintenant, quoiqu'à un taux de croissance encore plutôt modeste. L'économie de la Colombie-Britannique, quant à elle, dépend de moins en moins du marché américain et de plus en plus de marchés non conventionnels comme la Chine. La faiblesse des dépenses de consommation est l'un des facteurs qui ralentissent l'économie britanno-colombienne cette année.

**La plupart des provinces de l'Atlantique tournent au ralenti**

Cette année, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, les autres provinces de l'Atlantique tournent généralement au ralenti en raison du poids de la chute des exportations dans certains cas et des pertes d'emplois dans d'autres. Nous prévoyons que la croissance de ces provinces continuera à être en queue de peloton, celle du Nouveau-Brunswick progressant tout juste en 2011.

Robert Hogue

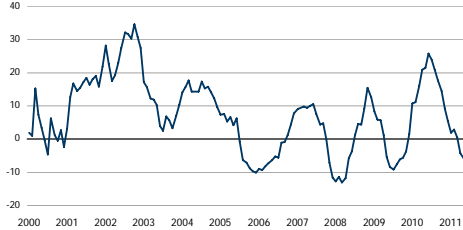
Économiste principal

(416) 974-6192

robert.hogue@rbc.com

### PIB réel du secteur de la construction résidentielle - Québec

Variation d'une année sur l'autre en %



Source: Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

### Taux de chômage - Québec



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	-0,3	2,9	1,7	2,1
Emploi	-0,8	1,7	1,6	1,3
Taux de chômage (%)	8,5	8,0	7,6	7,5
Ventes au détail	-1,1	6,3	2,8	4,4
Mises en chantier (unités)	43 403	51 363	48 100	44 300
Indice des prix à la consommation	0,6	1,3	2,7	2,0

## Le Québec ira au-delà de l'accalmie momentanée

L'économie du Québec a pris une pause ce printemps, après un solide départ en 2011. La demande américaine anémique plus tôt cette année et le dollar canadien élevé ont porté un coup aux fabricants de la province au deuxième trimestre, alors que les changements apportés aux règles concernant les prêts hypothécaires et la détérioration observée dans l'accessibilité à la propriété ont contribué à un ralentissement de l'activité dans le marché du logement québécois. Cette pause sera toutefois de courte durée, et nous prévoyons que le Québec renouera avec une plus forte croissance au cours de la deuxième moitié de l'année, grâce à un redressement prévu de l'économie américaine, aux meilleures perspectives d'emploi et à une hausse des dépenses en immobilisations. Nous avons néanmoins révisé à la baisse nos prévisions de croissance pour le PIB réel à 1,7 % en 2011 et à 2,1 % en 2012 pour tenir compte de la performance moins bonne que prévu jusqu'ici et de la dégradation des perspectives pour les marchés d'exportation clés du Québec.

### L'économie québécoise s'est contractée au deuxième trimestre ?

Dans l'édition de juin de *Perspectives provinciales*, nous vous avons prévenu que la rapide croissance enregistrée au cours de premiers mois de 2011 par l'économie québécoise ne durerait pas. Entre autres choses, nous avons prévu un certain repli de la part des consommateurs, repli qui d'après nous allait réduire la demande de logements et restreindre la croissance dans les magasins au détail. Les données publiées depuis juin ont confirmé un tel ralentissement dans le rythme de l'activité le printemps dernier. Les estimations mensuelles du PIB réel de l'*Institut de la statistique du Québec* indiquaient que plusieurs secteurs avaient perdu du terrain au cours de la période d'avril et de mai, notamment ceux du commerce de détail et de la construction résidentielle. En fait, la faiblesse généralisée dans la province au deuxième trimestre est susceptible d'être encore plus grande que nous ne l'avions prévu. Nous ne serions pas surpris à l'heure actuelle d'observer une petite contraction de l'économie québécoise durant cette période (les données du deuxième trimestre seront publiées plus tard en septembre) – de façon très semblable à ce qui a été observé au niveau national.

### La croissance reprendra au cours de la deuxième moitié de l'année

Toutefois, les perspectives pour le reste de l'année sont encore généralement favorables. Le redressement prévu de la croissance aux États-Unis et ailleurs au Canada stimulera la demande en produits d'exportation québécois ; et l'amélioration continue du marché du travail dans la province stimulera la demande des consommateurs. Peut-être plus important encore, les investissements plus élevés dans la construction non résidentielle et le matériel effectués à la fois par le secteur privé et par le secteur public généreront une activité importante dans la construction hors du secteur résidentiel. Le sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement en février indiquait que les sociétés des secteurs public et privé prévoient hausser leurs dépenses en immobilisations dans le secteur non résidentiel de 6,6 % cette année pour atteindre un montant record de 44 milliards \$. La majeure partie de cet investissement sera effectué dans les infrastructures publiques, la capacité de production d'électricité, et les secteurs des mines et de l'affinage des métaux. Par ailleurs, nous prévoyons que la construction de maisons neuves continuera à ralentir progressivement.

### Tendances positives sur le marché du travail

Une raison d'être optimiste quant aux perspectives à court terme pour le Québec est qu'il y a des tendances positives sur le marché du travail. Malgré la pause de l'économie ce printemps, près de 16 000 nouveaux emplois nets ont été créés au cours de huit premiers mois de cette année. Plus impressionnant encore a été le déclin régulier du taux de chômage de la province, qui est tombé, en juillet dernier, à son plus bas niveau (7,2 %) depuis près de trois ans, avant de remonter quelque peu à 7,6 % en août. Nous prévoyons que la création d'emplois passera à une vitesse supérieure dans la période à venir et que le niveau de nouveaux emplois nets augmentera à près de 60 000 d'ici à ce que l'année 2011 se termine.

## Tableaux

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	09	10P	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P	09	10	11P	12P
T.-N. & L.	-10,2	5,8	3,6	1,0	-3,0	3,4	3,8	1,9	15,5	14,4	12,0	11,2	3,1	3,6	3,6	3,3	1,6	4,6	4,6	3,6	0,3	2,4	2,9	2,2
Î.-P.-É.	-0,1	2,1	2,2	1,9	-1,4	3,0	1,1	1,3	12,0	11,1	11,5	10,9	0,9	0,8	0,8	0,8	-1,3	5,2	4,3	3,8	-0,1	1,8	2,7	2,3
N.-É.	-0,1	1,9	1,3	1,6	-0,1	0,2	0,4	1,3	9,2	9,3	9,2	9,1	3,4	4,3	4,4	3,6	0,1	4,6	2,5	3,6	-0,1	2,2	3,4	2,2
N.-B.	-0,3	2,8	0,5	1,8	0,1	-1,0	-1,0	1,2	8,8	9,3	9,7	9,3	3,5	4,1	3,2	3,2	0,7	4,9	4,4	3,4	0,3	2,1	3,1	2,2
QUÉ.	-0,3	2,9	1,7	2,1	-0,8	1,7	1,6	1,3	8,5	8,0	7,6	7,5	43,4	51,4	48,1	44,3	-1,1	6,3	2,8	4,4	0,6	1,3	2,7	2,0
ONT.	-3,6	3,0	2,3	2,4	-2,5	1,7	2,1	1,6	9,0	8,7	7,8	7,6	50,4	60,4	65,1	57,8	-2,5	5,4	3,8	3,9	0,4	2,4	3,0	2,1
MAN.	0,0	2,2	2,8	3,5	0,0	1,9	1,2	1,6	5,2	5,4	5,4	5,2	4,2	5,9	5,5	5,5	-0,4	5,6	4,6	5,2	0,6	0,8	2,8	2,1
SASK.	-3,9	4,5	4,3	4,1	1,3	0,9	1,0	2,4	4,8	5,2	5,0	4,8	3,9	5,9	6,5	5,5	-0,5	3,1	6,8	4,7	1,1	1,3	2,5	2,6
ALB.	-4,5	3,7	3,7	3,9	-1,4	-0,4	3,4	2,7	6,6	6,5	5,6	5,4	20,3	27,1	24,5	30,0	-8,3	6,0	6,2	5,7	-0,1	1,0	2,0	1,8
C.-B.	-1,8	3,8	2,1	2,3	-2,1	1,7	1,0	2,1	7,7	7,6	7,6	7,0	16,1	26,5	26,5	27,8	-4,4	5,3	2,7	4,3	0,0	1,4	2,2	1,8
CANADA	-2,8	3,2	2,4	2,5	-1,6	1,4	1,8	1,7	8,3	8,0	7,5	7,3	149	190	188	182	-2,9	5,5	3,9	4,4	0,3	1,8	2,7	2,1

## Québec

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	255 559	260 033	265 585	268 406	267 477	275 127	279 804	285 680
	évolution (%)	1,8	1,8	2,1	1,1	-0,3	2,9	1,7	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	3 701	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 976	4 028
	évolution (%)	0,8	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,6	1,3
Taux de chômage	(%)	8,3	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,6	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	82 456	86 505	90 406	94 806	93 740	99 631	102 427	106 931
	évolution (%)	5,1	4,9	4,5	4,9	-1,1	6,3	2,8	4,4
Mises en chantier	unités	50 910	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	48 100	44 300
	évolution (%)	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-6,4	-7,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	118,0	120,3
	évolution (%)	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	2,7	2,0

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

© Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.